

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 3.4 de l'ordre du jour

CX/EXEC 26/90/3 Add.3
Juin 2026

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quatre-vingt-dixième session
Siège de l'OMS, Genève (Suisse)

29 juin – 3 juillet 2026

EXAMEN CRITIQUE – PARTIE IV

(normes à soumettre pour adoption et suivi de l'état d'avancement des travaux – CCFL, CCFFP)

Remarque: Pour obtenir des informations d'ordre général sur le présent examen critique, ainsi que sur les examens critiques concernant la 8^e session du Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) et la 55^e session du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH), veuillez consulter le document publié sous la cote CX/EXEC 26/90/3. S'agissant des examens critiques relatifs à la 29^e session du Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO) et à la 45^e session du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS), veuillez consulter le document portant la cote CX/EXEC 26/90/3 Add.1. Pour plus d'informations sur les examens critiques concernant la 28^e session du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF) et la 56^e session du Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA), veuillez vous référer au document paru sous la cote CX/EXEC 26/90/3 Add.2.

Structure des annexes

1. Les travaux des différents comités sont traités dans des annexes distinctes.
2. Chaque annexe est actuellement structurée comme suit:
 - A. Informations générales sur le comité et la session en question
 - B. État d'avancement des travaux (vue d'ensemble) accompagné de notes explicatives du secrétariat du Codex, si nécessaire, et d'observations de la présidence concernant des points spécifiques
 - C. Observations de la présidence concernant l'ensemble des travaux du comité, compte tenu de l'objectif de l'examen critique

Liste des annexes

- Annexe 1: 49^e session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL)
Annexe 2: 37^e session du Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)

Annexe 1

A. Informations générales sur le comité et la session en question

Comité	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL)		
Hôte de la réunion	Canada	Président	M. Parthi Muthukumarasamy
Session en question	49 ^e session (CCFL49)	11- 15 mai 2026	
Prochaine session	50 ^e session (CCFL50)	Deuxième semestre 2027, dates à déterminer	
Rapport	REP26/FL		

B. État d'avancement des travaux (bilan)

Pour décision par la Commission (adoption, révocation, suspension)						
Thème	Numéro de travail	Année cible	Recommandation du comité	Avis scientifique	Référence	Notes explicatives (si nécessaire)
1. Annexe de la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1-1985): directives sur l'étiquetage de précaution relatif à la présence d'allergènes	N10-2019	2026	Adoption à l'étape 8	Disponible	REP26/FL, paragraphe 91, alinéa i, et annexe III	<p>Le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius, à sa 87^e session (2024), et la Commission du Codex Alimentarius, à sa 47^e session (2024), étaient convenus de reporter à 2026 l'échéance fixée pour l'achèvement des travaux, qui ont été menés à bien en temps voulu.</p> <p>Les travaux concernant l'étiquetage indiquant la présence d'allergènes ont été réalisés en deux parties.</p> <ul style="list-style-type: none"> La partie 1 avait trait à la révision des dispositions relatives à l'étiquetage indiquant la présence d'allergènes dans la norme CXS 1-1985. Cette révision a été achevée lors de la 48^e session du CCFL (2024). La partie 2, dont l'achèvement a été reporté à 2026, prend la forme d'une annexe à la norme CXS 1-1985 et est désormais terminée.

2. Modifications apportées à la <i>Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées</i> (CXS 1- 1985): dispositions relatives aux aliments présentés en lots multi-unitaires et avec un emballage commun	N06-2023	2028	Adoption à l'étape 5/8	-	REP26/FL, paragraphe 115, et annexe IV	À ses 48 ^e et 49 ^e sessions (respectivement tenues en 2024 et en 2026), le CCFL s'est penché sur ces travaux et les a terminés avant l'échéance prévue.
3. Directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence	N20-2024	50 ^e session (CCFL50)	Adoption à l'étape 5/8	-	REP26/FL, paragraphe 139, et annexe V	Ces travaux ont été achevés en une seule session, avant l'échéance prévue.
4. Utilisation des termes «pays d'origine» et «pays de récolte»	-	-	Pour examen	-	REP26/FL, paragraphe 35, et annexe II	À sa 49 ^e session, le CCFL est convenu de soumettre un projet de dispositions d'étiquetage à la Commission pour examen, en vue de résoudre la question des dispositions restées en suspens sur le pays d'origine et le pays de récolte dans la <i>Norme sur les parties florales séchées – safran</i> (CXS 351-2022).

Observations de la présidence concernant certaines activités susmentionnées, compte tenu de l'objectif de l'examen critique

Lors de cette session, le CCFL a accompli des progrès importants et a transmis les travaux relatifs à trois points de l'ordre du jour à la Commission pour adoption à l'étape 8. Je remercie les délégués du travail assidu qu'ils ont accompli ces dernières années et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve durant la semaine en vue de trouver un terrain d'entente et des compromis.

Thème 1: En ce qui concerne l'étiquetage de précaution des allergènes, la réunion en présentiel d'un groupe de travail tenue sur toute une journée en amont de la 49^e session du CCFL a offert une occasion précieuse d'examiner et de faire progresser des questions essentielles. Lors des débats en séance plénière, un consensus s'est dégagé sur les directives, étant à noter que la Thaïlande a émis une réserve concernant l'application obligatoire des doses de référence pour les aliments allergènes comme seul critère déterminant le recours à l'étiquetage de précaution des allergènes. Ces directives sont le dernier élément d'un ensemble de travaux sur les allergènes que le CCFL a engagés en 2019. Ces travaux étant terminés, le CCFL est convenu d'en informer le CCFH et le CCNFSDU, afin qu'ils en tiennent compte dans leur programme de travail. Le CCFL a également demandé à la FAO, à l'OMS et au secrétariat du Codex d'envisager d'organiser des activités de renforcement des capacités en matière d'allergènes.

Thème 2: En ce qui concerne les aliments présentés en lots multi-unitaires et avec un emballage commun, un document de travail mis à jour a été établi sur la base des observations reçues juste avant la session en réponse à la lettre circulaire. En outre, un groupe de travail de session s'est réuni durant la pause déjeuner et la soirée afin de faciliter les débats et la recherche de consensus en séance plénière.

Thème 3: Pour ce qui est des directives sur l'application des dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires dans des situations d'urgence, un groupe de travail s'est réuni à distance en amont de la 49^e session du CCFL, ce qui a facilité les échanges sur des questions clés. Le texte a fait l'objet d'un large consensus. Les participants ont trouvé qu'il y avait un bon équilibre entre le besoin de mesures de protection pour garantir la sécurité sanitaire des aliments et éviter de communiquer des informations trompeuses, et le besoin d'aider les autorités compétentes à assouplir de façon temporaire les exigences en matière d'étiquetage des aliments dans les situations d'urgence, en s'appuyant sur l'analyse des risques.

Thème 4: S'agissant de l'utilisation des termes «pays d'origine» et «pays de récolte», une proposition élaborée par le Président sur la base du rapport du groupe de travail électronique a été examinée. Le CCFL a approuvé neuf conclusions concernant les dispositions du Codex sur l'étiquetage indiquant l'origine. Le CCSCH s'en servira comme des principes directeurs pour définir les dispositions d'étiquetage relatives à l'origine quant aux épices et aux herbes culinaires. Pour ce qui est des dispositions en suspens relatives au pays d'origine et au pays de récolte dans la *Norme sur les parties florales séchées – safran* (CXS 351-2022), les participants ont examiné trois options pour établir la version finale des dispositions, en s'appuyant sur les conclusions et le consensus indiquant que, dans le cas du safran séché, le pays d'origine et le pays de récolte ne faisaient qu'un. Ils se sont mis d'accord sur le libellé du projet de dispositions d'étiquetage et sont convenus de communiquer ce projet à la Commission pour examen, de sorte que soit résolue la question des dispositions restées en suspens dans la norme sur le safran. En outre, le CCFL a recommandé au secrétariat du Codex d'envisager d'organiser un atelier ou une manifestation parallèle à l'intention du CCSCH au sujet des textes du CCFL régissant l'étiquetage. Les délégués ont fait preuve de l'esprit de coopération propre aux travaux du Codex tout au long des débats.

En plus des travaux prévus, le CCFL a approuvé les dispositions d'étiquetage de huit normes pour adoption aux étapes 5, 5/8 ou 8. Pour ce qui est du projet de norme du CCSCH sur les épices dérivées de fruits et baies séchés ou déshydratés – exigences pour la vanille, le CCFL est convenu de modifier les dispositions d'étiquetage puis de les approuver et d'en informer le CCSCH, en prenant note des réserves émises par les États-Unis d'Amérique et Madagascar. Il est également convenu d'informer le CCSCH des débats sur le «nom commercial», afin que le CCSCH en tienne compte dans les futures normes, et de rappeler au CCSCH que toute disposition obligatoire figurant dans les normes sur les produits devait être conforme à la norme CXS 1-1985, et que toute exception devait être clairement énoncée et entièrement justifiée.

C. Observations de la présidence concernant l'ensemble des travaux du comité, compte tenu de l'objectif de l'examen critique

La 49^e session du CCFL a été d'une efficacité extraordinaire et a permis d'achever tous les travaux importants, notamment deux tâches qui ont été accomplies avant l'échéance prévue. Bien que le CCFL ne soit convenu d'aucun nouvel axe de travail lors de la session, il tient à jour une liste de futurs travaux possibles sur lesquels les délégations peuvent préparer des documents de travail. Lors de la session, la question d'une définition des petits emballages a été évoquée. Elle devrait être débattue plus avant à la 50^e session du CCFL, durant laquelle un descriptif de projet à ce sujet, faisant suite à une lettre circulaire, devrait être examiné.

Compte tenu du franc succès qu'a été la 49^e session du CCFL et du fait que le Comité aura la possibilité d'examiner des thèmes supplémentaires à sa 50^e session, un document de travail sera élaboré au sujet d'un plan stratégique sur la voie à suivre par le CCFL. Ce plan couvrira notamment la nécessité d'un cadre structuré pour examiner, hiérarchiser et mettre à jour les textes existants, la définition des futurs travaux et des questions nouvelles, et les approches et activités de renforcement des capacités susceptibles d'améliorer l'application des textes sur l'étiquetage.

Annexe 2

A. Informations générales sur le comité et la session en question

Comité	Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP)		
Hôte	Norvège	Présidence	M ^{me} Vigdis Synnøve Veum
Session en question	37 ^e session	7 avril - 7 mai 2026	
Prochaine session	38 ^e session du CCFFP (CCFFP38)	À confirmer	
Rapport	REP26/FFP		

B. État d'avancement des travaux (bilan)

Pour décision par la Commission (adoption, révocation, suspension)						
Thème	Numéro de travail	Année cible	Recommandation du comité	État des approbations (le cas échéant)	Référence	Notes explicatives (si nécessaire)
1. Norme sur les produits d'algue porphyra	N12-2025	39 ^e session du CCFFP (CCFFP39)	Adoption à l'étape 5	Les dispositions relatives aux additifs alimentaires doivent encore être approuvées par le CCFA. Les dispositions d'étiquetage des denrées alimentaires n'ont pas encore été transmises au CCFL.	REP26/FFP, paragraphe 47, alinéa ii, et annexe II	À sa 37 ^e session, le CCFFP est convenu d'élargir quelque peu le champ d'application du projet de norme sur les produits d'algue porphyra, de sorte qu'il englobe le genre <i>Porphyra</i> , et de soumettre le projet de norme pour adoption à l'étape 5, en mettant entre crochets les sections 3.1.2, 7.1, 8.1 et 8.2, afin que les questions en suspens soient examinées plus avant par un groupe de travail électronique.

Pour décision par la Commission (adoption, révocation, suspension)						
2. Mises à jour de la taxonomie dans la <i>Norme sur le thon et la bonite en conserve</i> (CXS 70-1981), la <i>Norme sur les sardines et produits du type sardines en conserve</i> (CXS 94-1981) et la <i>Norme sur les langoustes, langoustines, homards et cigales de mer surgelés</i> (CXS 95-1981)	-	-	Adoption	-	REP26/FFP, paragraphe 72, alinéa i, et annexe III	À sa 37 ^e session, le CCFFP a déterminé que la taxonomie devait être mise à jour et que des noms d'espèces devaient ainsi être modifiés dans trois normes (CXS 70-1981, CXS 94-1981 et CXS 95-1981).
Observations de la présidence concernant certaines activités susmentionnées, compte tenu de l'objectif de l'examen critique <p>À sa 37^e session, le CCFFP a tenu des débats constructifs sur la norme sur les produits d'algues <i>laver</i>, dont l'issue a été largement acceptée.</p> <p>Pour ce qui est du champ d'application, il a été proposé de l'élargir davantage. Néanmoins, à la lumière de la proposition de nouveaux travaux concernant une norme de groupe sur les algues marines, un consensus s'est dégagé en faveur d'un élargissement plus limité dans le cas de cette norme en particulier.</p> <p>Il a également été précisé qu'un renvoi au Code d'usages en matière d'hygiène pour les aliments à faible teneur en eau (CX 75-2015) garantirait que les pratiques d'hygiène pertinentes pour les algues marines séchées soient prises en compte comme il se doit. Ce code couvre des aspects essentiels, comme la maîtrise des micro-organismes pathogènes, la prévention de la contamination durant le séchage et le stockage, la gestion des contaminations et l'application de bonnes pratiques d'hygiène le long de la chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Il a été demandé si les algues marines devaient être considérées comme des végétaux plutôt que d'être englobées parmi les produits de la pêche et de l'aquaculture. Il a ensuite été noté que les algues marines présentaient un risque en matière de sécurité sanitaire des aliments qui était différent de celui présenté par les fruits, les légumes et les champignons comestibles, ainsi que par d'autres catégories d'algues. Le CCFA souhaitera peut-être tenir compte de cette information s'il se penche de nouveau sur les catégories d'aliments de la Norme générale sur les additifs alimentaires.</p> <p>Du point de vue de la procédure, il est à noter que les débats auraient sans doute été plus fructueux si une réunion avait été organisée en présentiel. Une session en présentiel serait plus propice aux échanges informels en dehors de la séance plénière et permettrait aux participants d'apporter des précisions et d'interagir de façon plus efficace.</p>						

Pour information à l'intention de la Commission (information, suivi)		
Informations		
Thème	Référence	Notes explicatives (si nécessaire)
3. Faire de l'examen des textes du Codex qui relèvent de la <i>compétence</i> du CCFFP un point permanent de l'ordre du jour du Comité	REP26/FFP, paragraphe 76	À sa 37 ^e session, le CCFFP est convenu d'établir un groupe de travail électronique qui continuerait à examiner les textes du Codex qui relèvent de la compétence du CCFFP à des fins d'exactitude taxonomique, ainsi que de faire de cet examen un point permanent de l'ordre du jour pour ses futures sessions.

4. Propositions de nouveaux travaux sur l'élaboration d'une norme de groupe sur les algues marines et d'un code d'usages pour la production d'algues marines	REP26/FFP, paragraphe 115, alinéas ii et iii	<p>Deux propositions de nouveaux travaux concernant les algues marines ont été examinées. Toutefois, le CCFFP a noté que des travaux supplémentaires, notamment une analyse des lacunes et un exercice de cadrage, étaient nécessaires. La proposition relative à l'élaboration d'une norme de groupe sur les algues marines sera examinée plus avant par un groupe de travail électronique.</p> <p>Les deux propositions révisées de nouveaux travaux devraient être soumises au CCFFP pour examen à sa 38^e session.</p>
Observations de la présidence sur des points particuliers, à des fins de suivi et d'information compte tenu de l'objectif de l'examen critique		
<p>Pour ces thèmes également, il est à noter que les débats auraient sans doute été plus fructueux si une réunion avait été organisée en présentiel. Une session en présentiel serait plus propice à la présentation de propositions de nouveaux travaux et aux échanges informels et permettrait aux participants d'apporter des précisions et d'interagir de façon plus efficace.</p>		

C. Observations de la présidence concernant l'ensemble des travaux du comité, compte tenu de l'objectif de l'examen critique

Je tiens à souligner que, bien que le CCFFP ait pu examiner tous les points à l'ordre du jour de sa 37^e session dans les délais impartis, le fait que la session se soit tenue sur tout un mois s'est révélé très chronophage pour toutes les parties. J'estime également que le CCFFP aurait pu parvenir à un accord sur un plus grand nombre de questions si la session avait eu lieu en présentiel.

De fait, il serait sûrement plus efficace d'organiser des sessions en présentiel, pour donner aux délégués davantage d'occasions d'interagir, d'échanger des points de vue et de discuter de façon informelle en dehors de la séance plénière. Ce genre de contexte facilite généralement des progrès plus efficaces et la recherche de consensus.

C'est pourquoi je recommande que les travaux du CCFFP se poursuivent désormais en présentiel, pour que le Comité puisse être plus actif et plus efficace lors de ses prochaines sessions.